



3 décembre 2015

Introduction

Marcel Roncin

Bonjour à tous,

Je vous remercie de votre présence pour cette ultime séance du cycle de réunions 2015 organisé par l'AFTI et le Centre d'études juridiques européennes et comparées, dont les travaux avaient débuté ici-même en mars dernier.

Le thème général de ce cycle, pour rappel, porte sur : *les réformes de la régulation financière dans l'Union européenne après la crise*.

Notre réunion de ce matin, organisée en partenariat avec la Fédération Bancaire Française et l'EIFR concerne : *la séparation des activités bancaires et financières : approches européennes et comparées*.

*

* *

Au début de son mandat en 2009, Michel Barnier, l'ancien Commissaire européen au Marché intérieur et aux services financiers, avait prévenu :

«... pas un marché, pas un produit, pas une institution qui ne soit régulé... »

Je ne sais si, au pied de la lettre, il a rempli intégralement ce contrat, mais le résultat est là : plus d'une quarantaine de textes ont été produits sous son magistère, soit à l'issue des différents G 20, soit produits directement par la Commission européenne.

*

* *

Pour sa part, la Banque Centrale Européenne a publié le 17 septembre 2015 une étude sur le coût pour les finances publiques des mesures de soutien aux banques de la zone euro durant la crise (période 2008-2014).

L'étude montre que la France est l'un des rares pays de la zone dans lequel la crise bancaire n'a pas eu d'impact significatif sur le déficit et la dette publics.

Sur la période 2008-2014, le coût brut accumulé du sauvetage des banques de la zone euro s'élève à 8 % du PIB.

En France, l'impact des mesures de soutien aux banques sur la dette publique est de 0,1 % du PIB, contre 8,2 % en Allemagne, 5 % en Espagne ou 22,6 % en Irlande à titre d'illustration.

Ces chiffres sont à rapprocher de ceux publiés par la Cour des Comptes qui rappelait, dans son rapport annuel 2013, que le plan de soutien des banques a rapporté 2,3 milliards d'euros au budget de l'état.

Le G20 de Cannes en 2011 s'est penché sur les risques que faisaient porter au système financier mondial les plus grands établissements, 29 à l'époque, considérés comme SIFI (systemically important financial institutions).

Pour sa part, la Commission européenne a constaté en 2012 l'absence d'harmonisation des procédures de résolution des défaillances au niveau de l'Union ainsi qu'un manque flagrant d'instruments nécessaires à une gestion efficace des difficultés pouvant affecter les établissements de crédit. Elle a

décidé de mettre en place les moyens d'éviter leur insolvabilité ou tout au moins d'en réduire les impacts.

Dans cette logique, la directive BRRD (dite Résolution) 2014/59 du 15 mai 2014 a établi un cadre pour le redressement et la résolution des banques et de certaines EI, et le règlement 806/2014 du 15 juillet 2014 (MRU) a créé un mécanisme de résolution unique et un fonds de résolution bancaire unique. Ils ont été complétés en 2015 au plan national par une ordonnance des arrêtés et un décret.

Le sujet que nous allons traiter ce matin est parmi les plus difficile qui soit et il est en même temps d'une brûlante actualité : la réforme structurelle des banques.

Celle-ci a pris plusieurs formes :

- ❖ Aux Etats Unis , la Volcker rule , apparue dans la foulée du Dodd Frank Act de juillet 2010 interdit , sauf exception aux banques de réaliser des opérations de trading pour compte propre, et leur interdit aussi d'investir dans des hedge funds et des fonds de private equity au-delà d'un certain seuil (la séparation dite faible)
- ❖ Au Royaume Uni, échaudé par la nationalisation d'une partie significative du secteur bancaire, une commission d'experts s'est réunie dès 2010 et a produit l'année suivante le rapport Vickers, lequel prévoit le cloisonnement (ring fencing) des activités de dépôt, lesquelles seraient filialisées et devraient disposer d'une gouvernance spécifique. Cette séparation dite forte peut être rapprochée des principes du Glass Steagall act américain de 1933. Mise en œuvre d'ici 2019
- ❖ au niveau français avec la loi de séparation, et de régulation des activités bancaires 2013/672 du 26 juillet 2013 qui réforme le cadre national suite à la crise et vise à renforcer la régulation des acteurs bancaires ainsi que les pouvoirs des autorités de supervision. Elle prévoit notamment la filialisation de la tenue de marché et de l'arbitrage.

100 MESURES composent cette loi.

- ❖ Au plan européen, le rapport du groupe d'experts conduit par Erkki Likanen a été remis à la Commission en octobre 2012 pour servir de base au futur texte européen sur le sujet. Il préconise la filialisation, d'une part, majeure des activités de marché des banques qui seraient concernées si ces activités dépassent 15 à 25 % de leurs actifs ou 100 milliards d'euros. Seraient concernées les activités de négociation pour compte propre et la totalité des opérations de tenue de marché. Selon le rapport, cette séparation, en rendant les banques plus simples et transparentes, faciliterait in fine les procédures de redressement et de résolution de ces banques.

Le débat fait rage à Bruxelles sur le projet de règlement relatif à des mesures structurelles améliorant la résilience des établissements de crédit de l'Union. Il semble très difficile d'obtenir la tenue, du trilogue sous présidence luxembourgeoise ? sachant que le vote en commission ECON interviendra au plus tôt le 7 décembre. Il est possible qu'il ait lieu sous présidence slovaque. Parmi les sujets : les dispositions sur la séparation des banques (avec seuils d'automaticité ou non), et la surcharge en capital comme alternative.

Parmi les réactions à noter :

- La FBE a publié un communiqué le 20 novembre contestant la réforme structurelle des banques en raison des réformes réglementaires et prudentielles récemment adoptées ou mises en œuvre au niveau européen
- Le Sénat français a voté le 29 octobre un avis politique marquant sa préoccupation, sur le manque de pertinence du projet de règlement européen au regard du principe de subsidiarité
- Le PM français a dit à l'AN le 4 novembre que ce projet était un sujet de grande préoccupation, la proposition de compromis présentée fin octobre, en réduisant le champ des banques visées à 3 établissements, F et RFA, n'est pas conforme à l'objectif même d'un règlement européen et constitue une rupture d'égalité manifeste au sein du secteur bancaire européen.

Ce qui est en jeu :

1. L'ajout de textes qui ont pour ambition légitime de sécuriser les banques et les avoirs de leurs clients mais qui, mis bout à bout, forment un ensemble d'une grande lourdeur et d'un coût très élevé.
2. Les conditions de concurrence entre banques en Europe. Un petit nombre d'établissements bancaires, dont des français sont particulièrement visés alors qu'ils ont été parmi les plus résilients pendant la crise. L'exclusion des banques britanniques soumises à la Vickers rule est un facteur aggravant.

A cela s'ajoute la volonté de plusieurs grands pays , dont les USA, UK, la France , l'Allemagne etc.. et bien sûr l'Europe, qui ont construit, ou tentent de construire, des outils différents au service d'objectifs semblables qui vont encore biaiser la concurrence.

3. Le risque d'aggravation de la fragmentation du marché financier européen.
4. La nécessaire préservation de la capacité des BFI à financer l'économie via leurs activités de market making.